Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 79 (1991)

Heft: 11

Rubrik: Dossier

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

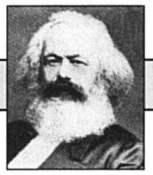
Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les filles de Marx à ♥ ouvert

Tout le monde se félicite de la mort du communisme. Comment vivent cet événement, en Suisse, celles pour qui féminisme et socialisme marxiste sont toujours allés de pair? Avec elles, Femmes Suisses a mené le débat.

La «libération» des femmes par le socialisme. Illustration tirée de «Rote Patriarchen», A. Frei, éd. Chronos, 1987.



Pas la peine de récapituler ce qui vient de se passer à l'Est, vous connaissez. Mais comment réagissent à ces événements celles des féministes de chez nous pour qui socialisme (au sens marxiste originaire) et féminisme sont toujours allés de pair? Pour le savoir, nous avons invité quatre d'entre elles à débattre de leurs convictions, de leurs désillusions et de leurs espoirs.

Marcelle Corswand, 82 ans, a été la fondatrice, avec son mari, après la guerre, de la première section suisse du Parti ouvrier populaire, à La Chaux-de-Fonds. Sa jeunesse dans une région ouvrière frappée de plein fouet par les difficultés économiques de l'époque la marque profondément et la sensibilise aux injustices sociales: «Je me souviens très bien, quand j'avais 17 ou 18 ans, d'avoir vu les chômeurs entassés dans le hall de la gare, l'hiver, pour avoir un peu moins froid...» Elle-même est issue d'une famille aisée, et licenciée en lettres.

Toute sa vie sera consacrée, aux côtés de son compagnon, à la cause des défavorisés, et c'est aussi au service de cette cause qu'elle met son engagement dans l'Association pour le suffrage féminin (aujourd'hui ADF) de La Chaux-de-Fonds, dont elle fait partie par tradition familiale. Députée au Grand Conseil neuchâtelois pendant plusieurs années, elle fonde également un groupement féminin dans son parti, puis, à l'époque de la guerre froide, l'Union des femmes pour la paix et le progrès.

Marcelle Corswand:
«J'ai longtemps pensé qu'il suffirait de surmonter les veilles oppressions...»

Les autres participantes appartiennent à une autre génération, et ont entre 40 et 50 ans.

Erica Deuber Pauli, députée au Grand Conseil genevois, n'a adhéré au Parti du travail qu'après la chute du mur de Berlin. Née dans la campagne genevoise de parents horticulteurs, elle doit s'imposer pour pouvoir faire des études d'histoire de l'art, qui la mènent à l'enseignement universitaire et à une activité dans le domaine de la conservation du patrimoine.

Sa première prise de conscience politique, au moment de la guerre d'Algérie, lui fait embrasser la cause du tiers monde et de la décolonisation. Elle trouve ensuite dans le marxisme les instruments théoriques dont elle avait besoin pour comprendre le monde de la culture. C'est 1968... Elle mesure les méfaits du communisme, mais n'en conçoit pas pour autant plus de tendresse pour le libéralisme!

Féministe? «Je l'ai toujours été. Solidaire des femmes exploitées dans le milieu de l'agriculture où je suis née, ou en Ethiopie...» Et grâce à sa fonction de députée elle a aussi appris avec plaisir à collaborer avec les mouvements féministes «bourgeois».

Marianne Huguenin, médecin à Renens, dans la banlieue lausannoise, députée au Grand Conseil vaudois sur les bancs du POP, auquel elle a adhéré en 1970, est elle aussi, comme Marcelle Corswand, originaire de la région de La Chaux-de-Fonds. «Et c'est important. Une région où il y avait à la fois une tradition ouvrière et de gauche, au gymnase j'avais des profs marxistes...» Le POP l'a attirée parce que c'était un parti enraciné dans toutes les couches de la population.

Pour ce qui est du féminisme, elle y est venue après, en constatant que l'égalité professionnelle et intellectuelle avec les hommes ne lui évitait pas de se heurter à un problème de choix entre rôle «féminin» et rôle «masculin». Elle fait alors le joint entre engagement politique et engagement féministe, ce dernier prenant une place de plus en plus importante au fil des années.

Marie-Thé Sautebin vient elle aussi d'une famille d'agriculteurs, mais c'est en France qu'elle a vécu son enfance et qu'elle a fait ses études. Des études (anglais et espagnol) qui l'ont fait accéder à un monde qui n'était pas le sien, où elle se sentait mal à l'aise. «1968 m'a permis de comprendre ce malaise, la référence au marxisme m'a permis de comprendre mon histoire». Chrétienne de gauche au départ, elle se rapproche ensuite du socialisme marxiste.

Une option qu'elle ne trahira jamais: «Il faut prendre conscience des méfaits du libéralisme et de la démocratie bourgeoise. Regardez la situation du tiers monde: nos pays sont la nomenklatura de la planète.»

Installée en Suisse depuis les années septante, Marie-Thé Sautebin mène de front engagement politique (à la LMR, puis au PSO, aujourd'hui à l'Alliance verte et sociale, ASV, sur les bancs de laquelle elle siège au Conseil de ville de Bienne) et engagement féministe. «Pour moi, les deux vont ensemble.»

Professionnellement, elle s'occupe aussi de la cause des femmes, puisqu'elle travaille dans un organisme d'orientation et de réinsertion.

FS – **La théorie communiste sur la libération des femmes a longtemps consisté à affirmer que cette libération découlerait automatiquement de celle de celle de la classe ouvrière. Avez-vous partagé à un moment ou à un autre ce point de vue, le partagez-vous encore?**

MH – C'est vrai, il y a eu cette illusion dans le mouvement communiste. Pour ma part, je n'y crois plus du tout. Je crois que la «révolution sociale» est une condition nécessaire mais non suffisante à l'émancipation féminine. Les femmes sont confrontées aux mêmes formes d'exploitation que les autres catégories opprimées de la population – en matière de logement, de salaires, de temps de travail, etc. – et en plus elles doivent se battre aussi dans leur vie privée.

Marie-Thé Sautebin:
«Les femmes de l'Est nous enseignent à penser différemment l'égalité».

EDP – On peut comparer la situation des femmes avec celle des peuples colonisés. Pour les marxistes d'il y a quarante ans, en France par exemple, l'indépendance des peuples n'était pas un objectif prioritaire, l'oppression internationale allait cesser, pensaient-ils, en même temps que cesserait l'oppression de la classe ouvrière sur le sol national. On a vu que les choses se sont passées autrement en Algérie, que le mouvement communiste a dû simplement suivre l'élan de tout un peuple. Le travail de libération des femmes peut se faire, dans une certaine mesure, indépendamment du travail de libération des classes opprimées.

FS – **Et la libération des classes opprimées, à l'inverse, peut-elle se faire indépendamment de la libération des femmes?**

EDP – Je n'y crois pas. Il n'y aura pas de justice sociale tant qu'il y aura de graves inégalités liées au sexe.

MC – L'illusion du mouvement communiste dont parlait Marianne Huguenin, moi, j'y ai cru. J'ai longtemps pensé qu'il suffirait de surmonter les vieilles oppressions, patrons contre travailleurs... Mais j'ai fini par constater que, malgré les bonnes intentions des premiers communistes d'Union soviétique, malgré l'accès des femmes au travail, les salaires égaux etc., les femmes restaient victimes des mêmes dépendances là-bas que chez nous.

Une lutte spécifique est nécessaire. Les femmes doivent se battre contre la tradition, et contre certaines de leurs qualités qui se retournent contre elles, le dévouement, l'amour maternel...

MThS – En gros, la question revient à se demander s'il existe une oppression principale et des oppressions secondaires qui seraient imbriquées dans cette oppression principale. Pour moi, toutes les oppressions participent d'un même processus. J'appartiens à la génération de 68, dont un des slogans était: «Pas de socialisme sans libération des femmes, pas de libération des femmes sans socialisme.» C'était une rupture par rapport aux positions des partis communistes de l'époque, à l'est comme à l'ouest. Mais c'était aussi un retour aux thèses originelles de Marx, une mise en cause des déformations staliniennes. Le féminisme de 68 a contribué à l'enrichissement de la pensée marxiste.

Marianne Huguenin:
«On ne peut pas imposer tout d'un coup l'émancipation dans des sociétés de type féodal».

FS – **Seriez-vous toutes d'accord pour dire que l'idéologie marxiste constitue encore un instrument d'analyse valable pour la situation des femmes dans notre société?**

MThS – Je préférerais éviter le terme d'«idéologie», qui supposerait de trop longs développements, et parler de la philosophie, de la pensée marxiste. Une pensée selon laquelle les humains – les hommes, les femmes – font leur histoire, selon laquelle les choses ne tombent pas du ciel, une pensée révolutionnaire. En ce sens, oui, c'est encore un instrument valable, et par certains aspects plus que jamais.

MH – Moi non plus je n'aime pas le terme «idéologie». J'utilise volontiers le mot d'«outil» – outil de réflexion, de compréhension. Par exemple, l'idée marxiste selon laquelle les changements socio-économiques influencent les manières de penser. En ce qui concerne les femmes, il est évident que l'industrialisation, en dévalorisant leurs activités domestiques et en les jetant sur le marché du travail a transformé les théories sur leur rôle dans la société.

EDP – Dans «idéologie», il y a la notion d'un corps de doctrine, comme dans «théologie». Mais ce qui nous reste de l'héritage de Marx, ce n'est justement pas un corps de doctrine figé, c'est sa philosophie de l'histoire, qui donne lieu à un perpétuel remodelage, à un perpétuel enrichissement de la théorie.

MC – Je ne suis pas sûre qu'il faille condamner le terme d'«idéologie» d'une manière aussi définitive. Une idéologie, c'est un système qui essaie d'expliquer une situation donnée à partir d'une pensée. Elle peut se transformer en fonction de la situation.

FS – **Revenons à l'histoire des relations entre féminisme et communisme...**

MThS – Les féministes sont sorties du gâteau de la gauche et de l'extrême gauche. Mais elles sont retournées aux sources d'une pensée novatrice, en mettant en cause les déformations staliniennes.

MH – Une pensée novatrice qui était encore celle de Lénine. Lénine a dit dans un de ses entretiens avec Clara Zetkin, féministe et communiste allemande: «Grattez le communiste et vous trouvez le philistin. Grattez-le à son endroit sensible, c'est-à-dire son attitude à l'égard des femmes...»

Lénine a fait une critique virulente de l'attitude des cadres communistes envers les femmes.

EDP – Dans les premiers temps de la Révolution, tout ce qui concernait la situation de la femme, et pas seulement ses aspects économiques et sociaux, a été énormément analysé: la famille, les rapports de couple, les questions psychologiques. Des expériences novatrices extraordinaires ont été tentées. Et puis, tout cela a été balayé, on est retombé, dans les années cinquante, dans des attitudes très normatives... que 68 a de nouveau remis en question.

FS – **Mais concrètement, que pensez-vous de la situation qui a été faite aux femmes dans les régimes communistes?**

MC – Il y a eu cette idée de la libération des femmes par le travail et par l'autonomie financière qu'il procure. Mais pour les femmes qui élèvent des enfants, le problème n'a été réglé que très partiellement. Bon, on a créé de bonnes crèches, mais ce n'était pas la solution définitive...

EDP – Et l'accès des femmes à tous les travaux masculins, y compris les travaux lourds, comme on l'a vu en URSS, se prête aussi à d'autres critiques. On s'est aperçu, par exemple, que certains de ces travaux sont insupportables pour l'organisme des femmes, qu'ils les rendent stériles...

Cela étant dit, je suis convaincue que ces expériences ont eu un énorme impact chez nous. Autrefois, les familles bourgeoises mettaient leurs enfants en nourrice, et à la campagne c'était pratique courante de confier les enfants en bas âge à de jeunes employées de maison, ou à des cousines. Mais en milieu urbain, chez les ouvriers ou dans la petite bourgeoisie, les mères ne déléguaient pas les soins aux enfants. Il y a encore dix ans, au Grand Conseil genevois, il y avait des femmes qui prenaient la parole pour dire que les crèches étaient des pépinières de futurs drogués...

Aujourd'hui, il n'y a pas une bourgeoise qui nierait l'utilité des crèches. La pression de l'exemple des pays de l'Est a joué un grand rôle. On pourrait faire la même remarque à propos de la contraception.

FS – **Donc, il n'y a pas que la pensée marxiste originaire qui a exercé des effets positifs, il faut reconnaître aussi des mérites au «socialisme réel»?**

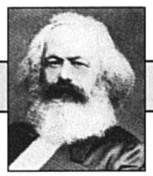
MThS – Il faut se remémorer l'immense espoir qu'a représenté la révolution prolétarienne soviétique à ses débuts. Même si cet espoir a été trahi, les expériences qui ont été tentées là-bas ont fourni la preuve que l'humain peut changer, que l'utopie est possible. Aujourd'hui, nous sommes dans une phase où il y a carence d'utopie, carence d'espoir.

Le XXe siècle a été un terrible rouleau compresseur pour les peuples: deux guerres mondiales avec des millions de morts, l'appauvrissement dramatique du tiers monde... Aujourd'hui, on se félicite de la «mort du communisme» comme s'il s'agissait du seul démon qui a ravagé l'humanité: c'est une vision simplificatrice et dangereuse de l'histoire.

Erica Deuber Pauli:
«L'extraordinaire impact de l'utopie».

EDP – En termes d'histoire, je dirais que, malgré sa brève durée, l'utopie a fait passer dans les faits des changements énormes. C'est quand l'histoire s'emballe que les choses deviennent possibles. Les effets s'additionnent et durent. Quant aux hommes, ils ne peuvent pas tenir aussi longtemps. Les vrais communistes des débuts se sont retrouvés en Sibérie, ou ils se sont suicidés...

FS – **Marcelle Corswand, vous qui êtes de la génération qui a vécu le stalinisme, que ressentez-vous face à la débâcle du communisme historique?**



MC – Cette débâcle, on l'avait vue venir, mais quand elle est arrivée, ça a été encore pire que ce qu'on avait imaginé. J'ai ressenti, je ressens encore une très vive déception, parce que ma génération a tenté de rester intérieurement fidèle à l'espoir du départ, malgré les fautes qui étaient commises. Nous sommes quelques-uns à avoir pleuré plus d'une fois en voyant ces fautes, en particulier au moment des grand procès, en nous disant: mais qu'est-ce qu'ils sont en train de faire, ce n'est pas possible... Et pourtant, nous supportions tout cela en nous persuadant que ça allait changer. Il fallait soutenir l'URSS contre les attaques des pays capitalistes.

FS – **Et la situation des femmes en URSS, qu'en pensiez-vous?**

MC – C'était difficile de se faire une idée, je ne suis allée en URSS qu'en 1952, jusque-là je n'avais comme source d'information que des journaux comme *Russie soviétique,* qui entretenaient l'illusion. D'ailleurs, quand je suis allée là-bas, j'ai vu des choses qui m'ont favorablement impressionnée, des écoles bien organisées, les «palais des pionniers» pour les enfants... des choses qui semblaient aller dans le sens du progrès.

EDP – Il faut quand même se souvenir que dans les années cinquante, ici en Suisse, à Genève, il n'y avait aucun équipement pour les enfants des milieux modestes, nous n'avions pas de salles de gymnastique dans les écoles, on n'allait pas à la piscine, on ne faisait pas de ski. Les militants qui faisaient le voyage d'Union soviétique pouvaient comparer.

MH – Et ce qu'ils voyaient les renforçait dans leur croyance à l'utopie. Il faut aussi se souvenir du contexte des années cinquante, la guerre froide, les militants du Parti du travail frappés d'interdiction professionnelle, licenciés même des syndicats, les guerres coloniales...

En ce qui me concerne, j'ai adhéré au Parti en 1970, après qu'il avait condamné l'intervention en Tchécoslovaquie. Je connaissais assez bien les pays de l'Est et je me faisais beaucoup moins d'illusions que la génération précédente. Même si je m'en faisais quand même un peu!

FS – **Et comment voyez-vous maintenant la situation des femmes dans les pays ex-socialistes?**

MH – Il y a des disparités énormes entre les pays. L'ex-RDA et la Bulgarie, c'est comme la Suède et le Portugal! Je me rappelle l'histoire de ce couple d'Allemagne de l'Est, une universitaire et son mari, qui étaient allés voir un couple d'universitaires soviétiques. Pour le mari, ils avaient apporté comme cadeau un tablier de cuisine pour hommes, parce qu'on en faisait de très jolis en RDA. Et sur place, ils se sont rendu compte que c'était perçu comme une provocation! C'étaient deux mondes différents, du point de vue partage des tâches, du point de vue de la contraception...

Donnavanti, juin 1986.

Pour ce qui est de la situation aujourd'hui, on ne peut pas violer l'histoire, on ne peut pas imposer tout d'un coup l'émancipation dans des sociétés de type féodal, très patriarcales. En URSS, les femmes n'ont connu jusqu'à présent qu'une fausse émancipation, la soi-disant émancipation par le travail. On leur a dit: vous travaillez, mais en plus vous continuez à faire tout ce que vous faisiez avant! Et on a prétendu qu'elles se considèrent libérées.

FS – **Aujourd'hui, les femmes qui ont vécu sous des régimes communistes semblent n'avoir qu'une aspiration: rentrer à la maison et s'occuper de leurs enfants...**

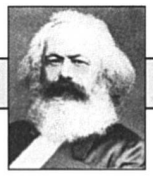
MThS – Je ne crois pas que ça soit vrai. Je viens de faire un séjour en Roumanie, dans un milieu syndical féminin – je n'oserais pas dire féministe, car elles n'ont pas cette tradition. La première chose que j'aimerais dire, c'est que j'ai été absolument fascinée par le très haut niveau de formation des femmes que j'ai rencontrées. J'ai visité une entreprise de pompes hydrauliques, qui était l'ancienne «Etoile rouge» de Bucarest. Je n'ai jamais vu autant de femmes ingénieures!

J'ai été frappée aussi par le très haut niveau de conscience féministe de ces femmes – pas seulement les ingénieures, aussi les ouvrières. Bien sûr, quand je leur ai posé des questions sur les salaires, elles ont commencé par dire qu'il n'y avait pas de discrimination. Mais ensuite, elles ont fait une analyse très lucide des inégalités dont elles sont victimes. Les ouvrières expliquaient que les travaux féminins, les travaux légers, étaient évalués différemment des travaux masculins. Les ingénieures expliquaient qu'elles ne pouvaient pas assumer des projets aussi ambitieux que ceux de leurs collègues hommes, parce qu'elles devaient tout faire à la maison. L'une d'elles m'a dit: «Quand nous nous sommes mariés, mon mari avait la même formation que moi, maintenant lui a progressé, pas moi.»

Mais quant à cette idée de rentrer à la maison, elles étaient toutes absolument unanimes à la refuser, et je ne crois pas que c'était pour me faire plaisir! Elles disaient: comment pourrais-je encore être respectée si je rentrais à la maison, mes droits de citoyenne seraient-ils encore garantis? Leurs revendications portent sur les questions économiques, l'inflation, les difficultés d'approvisionnement, sur le système de santé, sur la contraception, mais pas sur le droit d'arrêter de travailler. Et c'est en fonction de ces revendications-là qu'elles commencent à s'organiser.

MH – Effectivement, je pense qu'un des acquis qui vont rester dans ces pays, c'est le niveau de formation des femmes et leur intégration professionnelle. Des femmes qui ont travaillé, qui ont conscience de leur compétence, savent qu'elles peuvent faire bouger les choses sur le plan social. Elles ne se disent pas féministes, parce que le mot ne veut pas dire grand-chose pour elles, mais en réalité elles constituent un formidable potentiel pour les luttes féministes à venir.

MThS – Et elles ont des choses à nous apprendre. Les Roumaines que j'ai rencontrées réagissaient très négativement à la notion d'égalité, qui pour nous, en



Suisse, est une notion de référence banale. C'est parce que pour elles, l'égalité c'est la négation de l'individualité, de la différence, de l'être, c'est quelque chose dont elles ont souffert. Et cette critique de l'égalité comme égalitarisme, comme nivellement, peut nous aider, nous, les féministes occidentales, à pousser notre réflexion un peu plus loin.

En Suisse, nous avons obtenu que l'égalité des droits devienne une préoccupation majeure pour nos institutions, c'est une victoire. Mais pour ma part je ne souhaite pas une égalité calquée uniquement sur l'ancien modèle masculin. La revendication de la féminitude, des valeurs féminines, ne m'intéresse aucunement. Mais l'égalité dans le sens de l'uniformité ne m'intéresse pas non plus. Ce sont de nouveaux rapports entre les sexes qu'il nous faut créer.

EDP – Chez nous, la notion d'égalité garde une connotation positive, parce que nous sommes dans une situation politique et philosophique dominée par l'inégalité et l'hyper-individualisme. Là-bas, au contraire, on est en train de sortir d'un système où l'égalité des droits était acquise, mais dans un contexte totalitaire. Je suis allée pour la première fois en URSS il y a environ trois ans, en pleine perestroïka. Il était manifeste que les femmes, là-bas, étaient complètement déstabilisées. Je pense à des filles d'ouvriers qui avaient pu aller à l'université et faire une carrière justement parce qu'elles étaient filles d'ouvriers. Elles se demandaient ce qui allait se passer avec la remise en question du système...

MH – C'est la raison pour laquelle un peu partout dans ces pays les femmes deviennent conscientes de la nécessité de s'organiser par elles-mêmes. Maintenant qu'elles ne peuvent plus compter sur un système qui pense pour elles, qui agit pour elles.

EDP – Ce qu'on peut aussi se demander, c'est pourquoi, dans ces régimes égalitaires, les femmes n'ont jamais accédé au pouvoir...

FS – **Peut-être parce que les sociétés capitalistes n'ont pas le monopole du patriarcat?**

EDP – Accéder au pouvoir, au plus haut niveau, cela suppose des affrontements très durs. Est-ce qu'une femme peut avoir une carrure de tueuse lui permettant de tenir dans de telles conditions? Surtout dans un régime à parti unique, proclamant la dictature du prolétariat – quoique, aux Etats-Unis aussi le pouvoir est essentiellement masculin, et s'obtient avec la violence, même si elle est d'une autre sorte...

MH – Un régime autoritaire, non démocratique, exclut probablement les femmes par nature, et la nomenklatura...

MThS – ... non seulement s'appuie sur la violence mais fonctionne comme un petit clan fermé, se reproduisant de l'intérieur. Les femmes, par les exigences de la vie quotidienne, n'y ont pas accès.

FS – **Donc, on ne peut pas identifier capitalisme et patriarcat?**

MC – Le capitalisme repose sur d'autres bases que le patriarcat, qui lui préexistait, mais il l'a laissé prospérer...

MH – En fait, il y a une contradiction dans le capitalisme. D'un côté, il a donné un coup de pouce à l'émancipation des femmes, parce qu'il avait besoin de leur force de travail. D'un autre côté, en refusant d'entrer en matière sur le réaménagement du temps de travail et sur le réaménagement des rôles dans la famille, il a entravé cette émancipation.

MThS – Oui, mais le «socialisme réel» n'a pas plus affranchi les femmes du patriarcat que le capitalisme.

MC – Le patriarcat arrange trop les hommes, et cela dans toutes les couches sociales, pour qu'ils ne s'efforcent pas par tous les moyens de le maintenir! Et les femmes n'ont pas beaucoup d'armes pour s'y opposer. Certaines essaient de prendre leur liberté, mais il y a les enfants à élever...

FS – **Cette analyse, vous l'appliquez à n'importe quel type de société, «socialiste ou capitaliste»?**

MC – En ce moment, je pensais surtout aux sociétés «socialistes», où l'accès des femmes à la formation et au travail ne les a pas libérées pour autant.

EDP – Aujourd'hui, à l'Est comme à l'Ouest, les femmes ont la certitude qu'elles ont été trompées. Elles ont tendance à ne plus croire ni à l'égalité, ni à l'«homme nouveau», ni aux bons sentiments, ni à la solidarité, ni à l'émancipation, ni à la justice...

MH – Les interrogations des femmes de l'Est rejoignent en partie les nôtres. Nous aussi, nous avons parfois le sentiment qu'avec l'égalité nous nous sommes fait avoir, que nous devons nous bagarrer dans la société comme les hommes sans en avoir les moyens, et alors certaines disent: je me suis trompée, je rentre à la maison! Quant à moi, l'égalité, j'y crois encore, je souhaite qu'elle se réalise, et je pense que le mouvement qui s'est fait autour du 14 juin nous donne des raisons d'espérer.

Débat conduit pas Martine Chaponnière et Silvia Ricci Lempen.

Priorité aux défavorisées

Geneviève de Rham est une des figures marquantes du féminisme radical vaudois. Militante de toutes les causes qui ont mobilisé l'extrême gauche dans les années septante, de l'initiative Schwarzenbach au Vietnam et à Pinochet, elle a suivi le même itinéraire politique que Marie-Thé Sautebin: LMR, PSO, ASV. Elle a aussi été une des fondatrices du MLF lausannois. Physiothérapeute de profession, elle a choisi aujourd'hui la voie du syndicalisme, au sein du SSP (Syndicat de la fonction publique).

Geneviève de Rham n'a pas pu participer au débat auquel nous l'avions invitée, mais elle a accepté de nous livrer quelques réflexions sur le sujet.

A propos de la relation entre féminisme et engagement politique à l'extrême gauche: «Je n'ai pas le culte du prolétariat, c'est une mythologie ridicule, mais une stratégie d'émancipation des femmes doit donner la priorité aux femmes les plus défavorisées, à celles qui sont socialement inexistantes, et c'est en cela que mon option politique sous-tend mon combat féministe.»

A propos de la relation entre capitalisme et patriarcat: «Le capitalisme a donné une forme particulière au patriarcat, mais il ne l'a pas inventé. Pour moi, le combat contre le patriarcat passe par le combat anticapitaliste, mais il peut y avoir d'autres voies. Toutes les formes d'engagement féministe me paraissent positives.»

A propos de la situation des femmes dans les pays de l'Est: «Globalement, dans le monde, la situation des femmes se dégrade, il n'y a qu'à regarder du côté du tiers monde. Dans les pays de l'Est aussi, elles sont frappées de plein fouet par les problèmes économiques. L'effondrement des systèmes totalitaires laisse le champ libre à l'économie de marché, mais les coûts sociaux seront énormes. Ces pays vont se tiers mondialiser, et les femmes en subiront les conséquences.»